

GALERIES MARIAN
LOUISE MEUBLES
 CADEAUX pour FÊTES
 Chaises-longues. - Glaces
 LITÈRES - MATELAS
 Immense choix. Bas prix
 179, Rue de Lannoy, et
 98, Coin rue Saint-Jean
 (Tél. 27-47)

Journal de Roubaix

DIRECTRICE: MADAME VEUVE ALFRED REBOUX

ABONNEMENTS.....

Nord et Hainauts.....	3 mois, 22.00; 6 mois, 41.00; 1 an, 76.00
France et Belgique.....	» 23.00; » 43.00; » 80.00
Etranger: Tarif A.....	» 35.00; » 70.00; » 140.00
» Tarif B.....	» 50.00; » 100.00; » 200.00

ANNONCES.....
 REDACTION.....

ROUBAIX..... 63 à 71, Grande-Rue. Tél. 34 et 1900. Inter. 6
 TOURCOING..... 33, rue Carnet. Tél. 37.
 LILLE..... 3, rue Faidherbe. Tél. 57.07.
 PARIS..... 13, boulevard des Italiens. Tél. Louvre 00.40.

Créques
 POSTAUX
 87 LILLE

DEMAIN 10 MAI
 ANNIVERSAIRE
 D'INAUGURATION
 des
CHAUSSURES DOLLY
 20, Rue de Lannoy, 20
 Grande mise en vente
 de Nouveautés
 à des prix imbattables
 Un superbe DEJEUNER
 est offert à tout acheteur

BILLET PARISIEN

La route des Indes

(D'UN RÉDACTEUR SPÉCIAL)
 PARIS, 8 MAI (MINUIT).
 Les négociations anglo-égyptiennes sont rompues. On sait que fidèle à la politique inaugurée par ses prédécesseurs, le Gouvernement travailliste a cherché la solution de la question de l'Égypte dans un traité qui accorderait à l'Égypte une indépendance relative tout en sauvegardant la sécurité de l'Empire britannique. Il est clair que les socialistes, qui ont pris le pouvoir de l'autre côté de la Manche, ne pouvaient pas se montrer moins libéraux envers les Égyptiens que les conservateurs. Aussi ont-ils fait mine de leur accorder tout ce qu'ils demandaient.
 Sur un point pourtant ils se sont montrés intraitables. Ils ont refusé de livrer le Soudan à l'Égypte, quelques droits qu'elle puisse faire valoir sur ce territoire. La rupture des négociations, qui fait très mal augurer des chances de succès que pourront avoir les conversations ultérieures, n'a pas d'autre cause.
 On pensera peut-être que si l'Angleterre est prête à abandonner ses droits sur l'Égypte, il est de sa part inévitable de vouloir à tout prix maintenir au Soudan. Mais son obstination s'explique sans peine si l'on se rappelle que les Anglais ne font jamais rien qui puisse compromettre la sécurité de la route des Indes. Toute leur politique extérieure est depuis deux siècles dominée par leur souci d'écartier tout danger de leur empire asiatique, qui est devenu un des éléments mêmes de leur existence. Or, le canal de Suez, par où passe la route des Indes, pourrait être menacé par l'Égypte. Les Anglais jugent donc indispensable de garder le Soudan et avec lui les sources du Nil, c'est-à-dire les clés de la prospérité de l'Égypte. Ainsi nantis, ils redoutent moins les accès de mauvaise humeur des Égyptiens.
 Telles sont les grandes lignes, très simples on le voit, de la politique britannique. Elles font l'unanimité du peuple britannique qui ne connaît plus, pour les appliquer, de distinction entre conservateurs, libéraux ou travaillistes. M. Mac Donald fait en l'occurrence ce qu'aurait fait, à quelques détails près, un ministre conservateur. Et ce n'est pas au moment où l'Inde est profondément troublée par les événements que l'on sait, qu'il sera disposé à se départir de ces principes séculaires.
 R...

Le raid Londres-Australie d'une jeune aviatrice anglaise

Londres, 8 mai. — On sait qu'une jeune aviatrice de l'Aéro-Club de Londres, Miss Amy Johnson, âgée de 20 ans, s'est envolée



(Keystone View et Co.)
 M^{lle} AMY JOHNSON

de l'aérodrome de Croydon, à bord d'un petit avion mû par un moteur de puissance moyenne : elle espère couvrir la distance Londres-Australie en un temps-record, et battre le record établi par Bert Hinkler l'an dernier.
 Aux dernières nouvelles, on annonce que l'aviatrice a atterri à Mouslimé.

Quatre-vingt-deux volumes anciens sont vendus près de trois millions

Paris, 8 mai. — On a vendu à l'hôtel Drouot, quatre-vingt-deux volumes anciens pour 2.912.000 francs. Ils proviennent de la bibliothèque de feu M. Edouard Rabin, ancien libraire à Paris. Pendant deux journées encore, les bibliophiles français et étrangers vont se disputer la possession de lots rares. Un libraire allemand a payé 440.000 francs, sur estimation de 150.000 francs, un exemplaire de 1511 de l'« Apocalypsis cum figuris », d'Albert Dürer ; avant la guerre, on pouvait l'acquérir pour 15.000 francs au maximum. Le Dr Rosenbach, de New-York, a offert 281.000 francs pour la première édition d'un roman de Fr. Colonna, orné de figures sur bois et commençant par les mots « Hyperatomachia poliphili ubi hamana omnia », dans une reliure aux armes de Charles-Quint. M. Margis, de Londres, a payé 200.000 francs un exemplaire d'« Orlando Furioso », d'Arloste, sur grand papier, édité en 1773 à Birmingham.

Un bébé est étouffé par un chat

Mme François Ricard, ménagère à Hetteville (Marne), était allée, pendant quelques instants, laver du linge à la fontaine, laissant seul, dans son berceau, un bébé de huit mois environ.
 Pendant son absence, un chat grimpa près de l'enfant et se coucha sur lui. Quand la mère revint, l'enfant était mort.

LETRE DE BRUXELLES

Un geste inutile

(D'un correspondant particulier)
 BRUXELLES, 8 MAI 1930.
 Un soldat flamand, en garnison à Liège, prévient le ministre, à son arrivée au corps, qu'il n'obéira qu'aux commandements qui lui seront énoncés en flamand. De fait, les ordres français qui lui sont donnés le trouvent impossible. Il feint de ne point les entendre. Punitions. Jours d'arrêt. Soumis à un examen médical, il est reconnu responsable. Traduit devant la Cour militaire de Liège, il a été condamné hier à trois mois et demi de prison militaire.
 Tel est le fait qui a motivé hier une longue interpellation frontiste, à la Chambre. Naturellement, le soldat en cause a servi de tremplin à la politique extrémiste. Les socialistes ont appuyé les frontistes. Ils ont laissé passer le bout de l'oreille politique en avançant qu'il n'y avait plus que les casernes où ils ne « fassent pas encore ». Au fond, tout le monde était d'accord pour reconnaître que le soldat avait déobéi ; qu'il avait fait preuve d'indiscipline, et de la plus mauvaise, celle qui consiste à introduire la politique linguistique à la caserne, au moment où un grand effort d'apaisement et d'entente est tenté dans tous les partis en vue d'en finir avec cette irritante question.
 Le soldat en cause ne pouvait pas ignorer que la nouvelle loi linguistique dont il se réclamait entrerait en vigueur dans quelques mois et qu'en attendant, avec un peu de bonne volonté, il lui était bien facile de ne point faire d'escalade — d'autant plus qu'il connaissait la langue française — et de protester autrement qu'en déobéissant.
 L'acharnement apporté par les frontistes et les socialistes à dramatiser l'événement dévoile le tout secret de toute l'affaire. Celle-ci fait plus de tort à la cause flamande qu'on ne se l'imaginait. Elle fait craindre qu'il y ait encore des extrémistes en Flandre qui ne veulent ni d'entente, ni de paix et qu'ils profitent du moindre des événements pour jeter de l'huile sur le feu.
 Et c'est ce qui angoisse parfois les hommes de bonne volonté qui constatent que, quoi que l'on fasse pour chercher à en finir avec les erreurs et les injustices passées, il y a toujours des gens qui se dressent pour tout condamner et chercher à brouiller les Flamands et les Wallons.
 N'a-t-on pas vu, cette semaine, un journal flamand protester avec des menaces parce que aux fêtes de Guido Gezelle, à Bruges, des spectateurs ont crié « Vive le Roi et Vive la Reine ». Aurait-on dû faire un mauvais parti à ces « tranquillons » ?
 A la Chambre, droite et gauche libérale, ont repoussé l'ordre du jour frontiste et admis l'ordre du jour déposé par le chef des droites, M. Van de Vyvere, faisant confiance au Gouvernement pour l'exécution des lois flamandes. Où irait, en effet, l'armée si la Chambre approuvait les soldats déobéissants ? La discipline militaire exige des sacrifices et ce sont justement ces sacrifices qui font l'honneur de l'armée. Toute profession, d'ailleurs, est à base de discipline et donc de sacrifices. « Les rouspéteurs » contre des décisions et des règlements acceptés et nécessaires, nuisent à la collectivité.
 Dans le cas présent, le dernier mot a été dit par M. Van de Vyvere, un chef de la droite flamande : « Le geste du soldat a été inutile et n'a servi en rien la cause flamande ».
 S...

P. S. — Le soldat condamné pour déobéissance et dont le cas a fait l'objet de l'interpellation parlementaire, a été mis en liberté jeudi.

L'émission des obligations Young

Selon l'avis des banquiers américains récemment consultés à Bruxelles, les obligations Young seront émises à 5 1/2 %, probablement deux points au-dessous du pair.
 Le titre, qui comportera des coupons semestriels, sera amorti en 35 ans et doit être remboursés dans la monnaie du pays dans lequel il a été émis. L'on pense que l'Institut de Bâle pourra commencer sa gestion le 15 mai.

Une nouvelle émeute dans les Indes

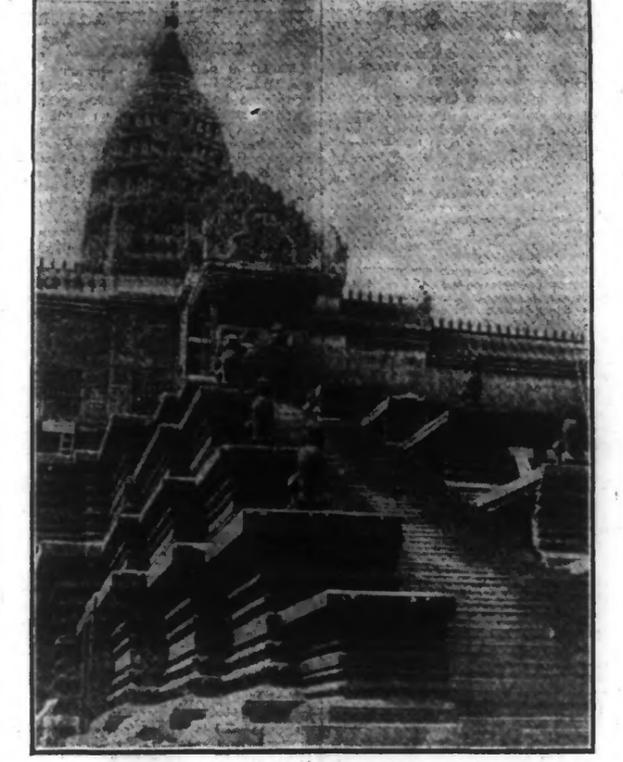
Vingt-cinq tués et cent blessés
 Bombay, 8 mai. — A Scholapur, dans la province de Bombay, une grave émeute a éclaté. Il y a vingt-cinq tués et cent blessés. Six postes de police, ainsi que le tribunal et des magasins de spiritueux ont été incendiés et détruits. Des renforts ont été envoyés de Ahmednagar.

LES FÊTES DE COMPIÈGNE



(Keystone View et Co.)
 M^{lle} NELLY WILHELM
 qui personnifiera Jeanne d'Arc au cours des fêtes qui se dérouleront à Compiègne, du 17 au 29 mai.

A l'Exposition coloniale de Vincennes



La reconstitution du fameux temple d'Angkor, en vue de l'Exposition coloniale de Vincennes en 1931, est chose faite. Et voici ce que sera cette merveille avec son escalier monumental.

M. Doumergue a visité Bône



DES ENFANTS ARABES ASSISTANT A LA CÉRÉMONIE D'INAUGURATION DU MONUMENT DE BOUFARIK

Constantine, 8 mai. — M. Doumergue et les personnages qui l'accompagnent dans son voyage, ont quitté, à 9 heures, Constantine. Le train présidentiel est arrivé à 15 h. 30, à Bône, après des arrêts de quelques minutes notamment à Guelma. Les troupes rendent les honneurs au départ du train. La population manifeste encore une fois sa gratitude au chef de l'Etat, l'acclamant jusqu'à la dernière minute, tandis que la musique joue la « Marseillaise ».
 Le train présidentiel arrive, à 13 heures, à Guelma, jolie ville aux jardins luxuriants, au clocher à l'italienne, qui s'aperçoit sur une éminence encadrée de noirs cyprès.
 Deux arrêts seulement sont suffisamment longs pour permettre au président de la République de descendre du train. D'abord à Oued Zenati, gros marché agricole où le maire, les fonctionnaires, les chefs indigènes sont venus présenter au chef de l'Etat leurs hommages respectueux, et ensuite à Guelma.
 Là, bien que la réception ne dure que dix minutes, elle revêt cependant quelque solennité en raison de l'importance des délégations rangées dans la gare, magnifiquement décorées de plantes vertes et de trophées de drapage. Le 7^e tirailleurs rend les honneurs. Des petites filles indigènes, en costumes coquets tout scintillants, offrent des fleurs au président qui les embrasse affectueusement.
 Le maire exprime les sentiments patriotiques de ses concitoyens et d'affection pour la personne de M. Gaston Doumergue. Le président le remercie.
 Bône marque l'étape finale du voyage présidentiel sur la côte orientale de l'Algérie. Le train spécial s'arrête en pleine ville, à 15 h. 30, entre le bassin et le palais consulaire. Une foule considérable dans laquelle, contrairement à Constantine, l'élément indigène ne domine pas, est venue saluer le chef de l'Etat. Les honneurs sont rendus par un régiment de tirailleurs.
 Le maire, M. Petrolacci, entouré de son Conseil municipal, souhaite la bienvenue à M. Doumergue à sa descente du train, ainsi que le président du Conseil général, M. Dolivier, et les députés financiers indigènes. Une gerbe lui est offerte par une charmante Bônoise, au nom de la cité.
 Des acclamations enthousiastes accueillent M. Doumergue qui se rend à pied au monument aux morts, tout proche, où il dépose des fleurs. Toujours à pied, le cortège présidentiel gagne l'emplacement de la nouvelle gare dont on pose la première pierre.
 Le président monte en automobile pour se rendre à l'Hôtel de Ville où ont lieu les réceptions officielles.
 A l'intérieur de la mairie, MM. Bordes et Petrolacci présentent au président de la République les présidents des deux Chambres, et les membres du Gouvernement partent en automobile pour visiter l'hôpital civil.
 Le cortège suit un long itinéraire hors du centre de Bône, afin de permettre au président de constater l'extension de la ville, son prolongement par des cités ouvrières modernes, et d'admirer ensuite la belle route de la Corniche. La division navale présidentielle formée par Le Duquesne, Le Suffren, Le Colbert et plusieurs torpilleurs est en rade.
 On découvre d'immenses étendues de côtes.
 Le président de la République, accompagné par M. Gaston Thomson, député de Bône, visite les différents services de l'hôpital. Après avoir félicité les médecins, le personnel civil et religieux, de la bonne tenue de l'établissement, M. Gaston Doumergue poursuit la visite de la ville, en montant à la kasbah, par une route ravissante.
 Du haut de la vieille forteresse, on découvre un panorama splendide sur la ville et ses abords, notamment sur la colline El-Ippou surmontée de la basilique de Saint-Augustin, sur les hauteurs environnantes et sur la mer.
 Le colonel Poinpnel montre au président de la République la brèche du rempart par laquelle les troupes françaises d'assaut réussirent à pénétrer dans la kasbah. M. Doumergue prend un grand intérêt à cette conférence historique et au spectacle qu'il a sous les yeux ; il rentre en ville à 17h. 30.
 Après s'être reposé à la sous-préfecture, M. Doumergue se rend, à 19 h. 15, au banquet qui lui est offert au Collège des jeunes filles par le Conseil municipal et la Chambre de Commerce.
 L'ambassadeur anglais Gordon, qui commande en chef la flotte anglaise dans les Dardanelles, est à 20h. 45.

La Commission des réparations cessera d'exister le 31 mai

Paris, 8 mai. — La Commission des réparations est à la veille d'être définitivement liquidée. Nous apprenons, en effet, que cette liquidation est envisagée pour le 31 mai prochain. Cette décision ne surprendra personne.
 La disparition de la Commission des réparations était prévue depuis de longs mois. Condamné par des experts chargés d'élaborer le plan Young, l'organisme de la rue de Tilsitt n'avait plus, depuis juin 1929, qu'une existence très précaire.
 La Banque des règlements internationaux, dont les dirigeants, MM. Mac Garraf et Quenay examinent actuellement avec les représentants des diverses trésoreries intéressées et les conditions du premier emprunt Young étant désormais constituée, il n'y a plus aucune raison de ne pas lui transférer les fonctions de la Commission des réparations.
 La Commission des réparations avait été constituée conformément aux articles 233 et suivants du Traité de Versailles. Son siège avait été fixé à Paris. Elle y avait tenu sa première séance le 24 janvier 1920. Elle a duré un peu plus de dix ans avec, comme présidents successifs, MM. Jonnart, Poincaré, Dubois, Barthou et Chapsal.
 Il y a quelques années, son activité se trouvant de plus en plus restreinte, elle avait émigré du somptueux hôtel Astoria, avenue des Champs-Élysées, où elle s'était d'abord installée, dans un immeuble plus modeste et, par suite moins coûteux de la rue de Tilsitt, où sont encore ses bureaux et où l'on procède actuellement à la liquidation définitive de ses services.

L'assassin de Radinghem expiera son crime ce matin, à Boulogne

Le wagon-plate-forme transportant la gullotine est arrivé jeudi matin, vers une heure à Boulogne. Il a été dirigé sur une voie de la gare de triage d'Outreau.
 M. Delbier, l'exécuteur des hautes œuvres, est descendu du train de 11 h. 10 et s'est aussitôt rendu au Farquet en vue des dispositions à prendre.
 L'exécution de Dufour, l'un des assassins de M^{lle} Marie Huguet, rentière à Radinghem, aura lieu ce matin vendredi, à 5 h. 40.

M. Héraud visite les communes sinistrées du Sud-Ouest

Agen, 8 mai. — Poursuivant ses visites dans les départements sinistrés, M. Marcel Héraud, sous-secrétaire d'Etat à la présidence du Conseil, s'est rendu dans le département du Lot-et-Garonne.
 Dans l'après-midi de lundi, à la préfecture, le ministre a conféré avec les représentants des Syndicats agricoles et de la Chambre d'agriculture, les membres de la Chambre de commerce, l'Association des industriels et commerçants, les élus municipaux et cantonaux, les Unions de sinistrés.
 Il avait notamment à ses côtés, M. Marraud, ministre de l'Instruction publique. Des délégués de ces groupements ont présenté au ministre les revendications de leurs commettants. A tous, M. Héraud a répondu par des précisions ne pouvant prêter à aucune équivoque.
 Le lendemain, mardi, le sous-secrétaire d'Etat s'est rendu dans la matinée à la mairie de Tonneins et à la mairie de Marmande, où se trouvaient MM. Marraud, Labouhène et Tricard-Graveron, les élus et les représentants des sinistrés de cet arrondissement.
 Enfin, M. Marcel Héraud a tenu, avant de quitter le département du Lot-et-Garonne, à se rendre dans la commune de Couthures et dans celle de Buzet-sur-Baise, particulièrement sinistrées, et leur apporter le témoignage de la sollicitude du gouvernement à leur égard.

DETROYAT ESSAIE UN NOUVEL AVION

Villacoublay, 8 mai. — Une petite avion de chasse piloté par l'aviateur Detroyat a effectué son premier vol, ce matin, à Villacoublay.

LES HINDOUS A PARIS

Le poète Rabindranath Tagore et le Maharaja de Kapsortala, deux Hindous de marque qui sont actuellement à Paris.
 (Photo H. Manual.)

Deux généraux s'apprétaient à rétablir la dictature en Espagne

Des nouvelles parvenues de Madrid à Hendaye prétendent que les généraux Martinus Ardo, ancien ministre de l'Intérieur pendant la dictature, et Barrera, ancien capitaine général de Catalogne, auraient tenté d'établir à nouveau une dictature dans le but de mettre fin aux attaques dont est l'objet la monarchie depuis quelque temps.
 Le capitaine général de Madrid, frère du président du Conseil, a mis celui-ci au courant des agissements des deux généraux et une surveillance a été établie auprès d'eux.
 Les éléments de gauche connaissant les projets des deux généraux de la dictature, se sont réunis chez l'ancien ministre libéral M. Villanueva. Une trentaine de personnes participaient à cette conférence, notamment le marquis d'Albuernas ; M. Leroux, leader socialiste ; le général Riquelme ; M. Marcelino Domingo et plusieurs autres leaders de gauche.
 A l'issue de la réunion, deux des assistants se sont rendus chez le général Béranger pour lui exposer les faits et lui annoncer que les éléments libéraux lutteraient contre les possibilités d'avènement d'une nouvelle dictature.
 Le chef du gouvernement aurait répondu que toutes les mesures seraient prises pour annihiler les agissements qui lui étaient signalés.
 D'autre part, des nouvelles de source allemande, publiées à l'étranger, ont annoncé un prétendu soulèvement des garnisons de Madrid et de Barcelone. L'agence Fabra déclare que ces nouvelles sont entièrement dénuées de fondement. Les cadres militaires qui ont décidé de s'abstenir de toute intervention active dans la politique, s'y sont maintenus jusqu'à présent, à l'écart de la propagande et des agissements des hommes politiques de toute nuance. Le calme le plus absolu règne dans les garnisons, non seulement à Madrid et à Barcelone, mais aussi dans toutes les autres villes d'Espagne.

LE PRIX STRASSBURGER



(Wide World photos.)
 M. RENÉ PUAUX
 Le jury de la fondation R.B. Strassburger, composé de MM. André François-Poncet, Emile Henriot, Georges Lecharrier, André Mauris, Pierre Mille, Paul Reboux et Léon Bailby, a attribué le prix Strassburger à M. René Puaux, pour une série d'articles sur l'Amérique.

L'affaire des faux tableaux de Barbizon

Paris, 8 mai. — M. Belin, commissaire de police à la 1^{re} brigade mobile, dont l'enquête sur l'affaire des faux tableaux vient de donner lieu à l'arrestation de M. J.-C. Millet et de Paul Cazot, a entendu, ce matin, à titre de témoins, dans son bureau de la rue Boyer, M. Perez, dit de Montalbo, le pseudo-expert d'art qui écoulait les faux Millet fabriqués par Cazot ; MM. Vignol, marchand de tableaux, rue Jacob et Bourzat, également marchand de tableaux, 4, place des Vosges.
 L'ancien guitariste Perez arriva le premier, à 10 h. 30, accompagné de son avocat M. Grapin. Paraissant très déprimé, le corps voûté, enveloppé dans un vieux pardessus d'hiver au col relevé, Perez se déroba aux questions que lui posaient les journalistes et gravit péniblement les marches de l'escalier conduisant au bureau du commissaire.
 M. Bourzat, qui paraît accepter avec bon espoir, la fâcheuse aventure qui lui échoit, avait amené avec lui cinq tableaux dont quatre attribués à Millet et un à Sisley, notamment un curieux fusain très expressif, représentant un berger appuyé sur un bâton, acheté par lui 3.500 francs, une aquarelle L'Homme à la faux, présentant toutes les caractéristiques d'un grand maître, acquise pour 6.500 francs.
 Tous ces tableaux portent la célèbre signature de l'auteur de l'Angelus et au dos une attestation autographe de Mme Millet, belle-fille de peintre disparu et mère de J.-C. Millet, affirmant, sur papier bien coté à même le carton que ces œuvres sont parfaitement authentiques.
 MM. Vignol et Bourzat furent confrontés avec M. Perez. L'enquête ne fut nullement orageuse. Les deux témoins affirmèrent qu'ils n'avaient jamais rencontré Perez et qu'ils s'étaient aperçus trop tard de l'escroquerie dont ils ont été les victimes. « Depuis que les journaux parlent de cette affaire, précisait M. Vignol, plusieurs clients m'ont retourné les toiles que je leur avais vendues et je n'ai peut-être pas fini de rembourser tous mes clients ».
 M. Bourzat, qui se trouve aussi atteint que son collègue, n'a pas plus que ce dernier, de moins pour l'instant, l'intention de poursuivre J.-C. Millet.
 — On ne peut lui en vouloir, déclare-t-il.